



Enquêtes locales auprès des riverains : volet CMHM (centre de stockage de la Meuse / Haute-Marne)

Principaux enseignements – Janvier 2021

Etude réalisée par l'institut CSA Research pour le compte de l'Andra

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Enquête réalisée par téléphone du 11 au 30 décembre 2020 auprès d'un échantillon de 600 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, résidant au sein des communes ciblées par l'enquête. Ces communes ont été réparties en 3 zones définies selon la proximité du centre de l'Andra de Meuse/Haute-Marne (CMHM) :

Zone 1 : communes situées à moins de 15 kms du centre soit les très proches riverains

Zone 2 : communes situées de 15 à 30 kms du centre soit les proches riverains

Zone 3 : communes situées à plus de 30 kms du centre soit les moins proches riverains.

Une zone mixte, incluse dans la zone 2 et intitulée Zone 2M, regroupe les communes appartenant à la zone d'enquête des CI2A ainsi qu'à la zone d'enquête du centre de Meuse/Haute-Marne (CMHM).

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée). Les zones de résidence, dont les objectifs

ont été raisonnés pour le terrain, ont également été remis à leur poids réel.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

NOTORIETE DE L'ANDRA

Le CMHM jouit d'une notoriété importante, notamment chez les très proches riverains

Le centre CMHM est majoritairement connu des riverains (65% d'entre eux). Les habitants de la zone 1 connaissent à la quasi-unanimité le centre (98% ; +1pt) mais on enregistre cette année une baisse conséquente de sa notoriété (-15pts par rapport à 2018), particulièrement auprès des habitants des zones 2 (70% ; -11pts) et 3 (59% ; -14pts). Ce recul place le score de notoriété auprès de l'ensemble des riverains à son plus bas niveau depuis le début du baromètre, un constat à mettre en perspective avec la crise sanitaire qui a affecté l'attention des personnes interrogées.

Les activités de l'Andra sont bien connues des riverains contrairement à son statut public

Comme aux précédentes éditions, le CMHM est perçu avant tout comme un centre de stockage. En effet, plus des trois quarts des riverains associent les activités de l'Andra en Meuse / Haute-Marne à du stockage de déchets radioactifs (77% ; -5pts) et un riverain sur dix à un laboratoire de recherche (10% ; -6pts). L'enfouissement des déchets nucléaires et le retraitement de combustibles usés de centrales nucléaires passent au second plan (cités respectivement par 4% et 3% des riverains).

Depuis le début du baromètre l'Andra est davantage perçue comme une entreprise privée, une tendance qui se confirme une nouvelle fois cette année avec 54% des riverains qui associent l'agence à un acteur privé (-1pt). On note toutefois que les riverains qui déclarent connaître l'Andra et les habitants de la zone 1 sont davantage au fait de son statut public (respectivement 45% et 55% d'entre eux versus 40% au global).

IMAGE DÉTAILLÉE ET NIVEAU DE CONFIANCE VIS-A-VIS DE L'ANDRA

Les retombées du centre de stockage pour la région partagent les riverains

De manière générale, on observe que les riverains sont plutôt partagés quant à la perception des bénéfices de l'Andra pour leur région. Si un peu plus d'un tiers d'entre eux considèrent les activités de l'Andra comme étant « une bonne chose » pour leur région (37% ; +1pt), trois riverains sur dix considèrent à l'inverse qu'il s'agit d'une mauvaise chose (31% ; =) et 28% ni l'un ni

l'autre (-4pts). Notons que cette perception varie sensiblement selon le niveau de confiance porté à l'égard de l'Andra. En effet, 57% des riverains déclarant avoir confiance en l'Andra dans sa capacité à gérer les déchets radioactifs sur le long-terme considèrent que les activités sont une bonne chose pour la région. En revanche, nous n'observons pas de différence en fonction de la situation géographique et des différentes zones.

Si les bénéfices économiques sont largement reconnus, des craintes sont également soulevées

Les riverains reconnaissent majoritairement que le CMHM joue un rôle important pour l'emploi dans la région (72% ; +4pts) et qu'il est une source de revenus durables (71% ; =). Néanmoins, ils craignent que la présence du centre ne dévalorise le prix des terrains et des maisons dans les communes aux alentours (60%). La contribution du CMHM à une image positive pour la région retrouve ses niveaux de 2014 et 2015 avec 33% de perception favorable (+4pts).

Les habitants de la zone 1 soulignent davantage la participation du centre au développement du territoire au sein duquel ils vivent (81% versus 59% pour l'ensemble), sa bonne intégration au paysage (67% versus 51%) et sa figure de lieu de tourisme industriel (56% versus 40%). En revanche, ils relativisent plus ses retombées en matière d'emploi (58% versus 72%) et sont plus sensibles à l'idée d'un impact négatif sur l'immobilier local, à savoir la dévalorisation des biens dans la région (74% versus 60%).

Depuis 2017, le niveau de confiance est en progression constante et se rapproche du score observé en 2016 (57% ; +2pts). Un niveau de confiance d'autant plus fort en zone 1 (65%) et auprès des riverains qui estiment que l'Andra communique de manière claire sur ses activités (77%).

Toutefois, quatre riverains sur dix doutent encore de la capacité de l'Andra à gérer les déchets radioactifs sur le long terme, valeur en baisse de 5pts.

Les riverains les plus méfiants vis-à-vis de l'Andra le sont à l'égard de l'industrie nucléaire dans son ensemble (30%) mais également car ils ont entendu parler de problèmes dans la gestion des déchets radioactifs (27%).

Si le développement des activités de l'Andra est largement perçu, près de la moitié des riverains souhaiterait qu'il reste stable.

Malgré une baisse cette année, les riverains perçoivent majoritairement le développement des activités de l'Andra (69% ; -9pts). Un score qui monte à 79% auprès des riverains qui déclarent connaître l'Andra et des habitants des zones 1 et 2 (83% et 74% respectivement) contrairement à ceux de la zone 3 (65%).

Toutefois, près d'un riverain sur deux souhaiterait que les activités du centre restent stables (48% ; -2pts), 25% (+3pts) qu'elles s'accroissent et 23% qu'elles diminuent (-5pts).. Notons que les moins de 35 ans (32%) et les riverains qui font confiance à l'Andra (38%) se montrent les plus sensibles à l'idée d'un accroissement des activités du centre.

Une notoriété du projet CIGEO en baisse

La notoriété du projet CIGEO est en baisse cette année avec un peu plus de la moitié des riverains qui indique en avoir entendu parler (54% ; -10pts). Notons que le projet CIGEO est davantage connu des habitants de la zone 1 (87%), des bons connaisseurs de l'Andra (74%), des CSP+ (65%), des hommes (64%) et des habitants des communes rurales (62%).

Le nom du projet en tant que tel suit la même dynamique, inconnu de plus d'un riverain sur deux (52% ; +8pts), un niveau qui se rapproche de la mesure de 2015. Les habitants de la zone 1 se souviennent plus facilement du nom du projet (87% versus 48% de l'ensemble) ainsi que les bons connaisseurs de l'Andra (70%), les hommes (57%), les CSP+ (56%) et les plus de 35 ans (53%).

Un niveau d'inquiétude relativement stable dans le temps à l'évocation du projet

A l'évocation de ce projet d'installation d'un centre de stockage en profondeur, près des deux tiers des riverains se disent inquiets (62% ; -6pts), un constat stable dans le temps. Les riverains les plus soucieux sont avant tout ceux qui estiment que les activités de l'Andra sont une mauvaise chose pour la région (87%), les femmes (67%) et ceux qui avaient déjà entendu parler du projet (67%). Notons que nous n'observons pas de différences significatives en fonction de la zone géographique bien que les habitants en zone 3 soient davantage préoccupés qu'en zone 1 (64% versus 56%).

A l'égard du projet CIGEO, les riverains évoquent comme principal inconvénient la pollution (38%) dont la pollution

radioactive et de la nature (11%). Suivent, dans une moindre mesure, les risques sanitaires (19%) et les répercussions sur la santé (6%). Les risques économiques (14%) dont le manque d'attrait pour la région (6%) et la perte de la valeur immobilière des biens situés aux alentours (5%) ainsi que les risques d'accidents et de catastrophe sont également évoqués (14%) dans les mêmes proportions.

Un projet dont les retombées économiques et financières sont saluées mais qui pourrait avoir des contreparties négatives pour le territoire

Le projet CIGEO est perçu comme gage d'emploi (47%) et de retombées financières pour les riverains (26%) qui citent notamment les subventions (20%); éléments que nous retrouvons dans son image détaillée.

En effet, les riverains reconnaissent que le projet CIGEO est porteur d'emploi et d'activité économique (81%; +2pts) mais expriment de multiples craintes dont notamment ses répercussions sur l'immobilier (79%; -1pt), sur l'image de la région (76%; -2pts), sur ses conséquences environnementales (75%; -2pts) et sanitaires (66%; -2pts). D'ailleurs, si par rapport à la précédente mesure l'image détaillée est plutôt stable on observe que les riverains de la zone 1 sont globalement plus inquiets des risques associés au projet avec l'immobilier en tête : 91% d'entre eux craignent la dévalorisation des biens immobiliers.

COMMUNICATION DE L'ANDRA

Pour la première fois depuis le début du baromètre, les riverains font davantage confiance à leurs élus et aux associations d'opposants pour s'informer sur les activités de l'Andra

Si les riverains de la zone 1 citent en tout premier l'Andra (69%) suivie du CLIS (66%) et des élus locaux (65%) comme acteurs de confiance pour informer sur ses activités, la moyenne des trois zones place en premier les élus locaux (61%; +5pts) ex-aequo avec les associations opposées au stockage des déchets radioactifs (61%; +4pts). Le CLIS arrive en deuxième position (58%; -4pts) et l'Andra en troisième position (56%; -2pts) creusant l'écart avec l'Etat / la préfecture (50%; +6pts) et les médias (34%; +2pts).

Il est à noter qu'auprès des zones 2 et 3, les associations d'opposants sont citées parmi les trois premiers acteurs de confiance.

Les riverains s'informent avant tout par le biais du journal de l'Andra et des documents venant d'opposants

Le journal de l'Andra et les documents émanant d'opposants sont les deux premiers vecteurs d'informations cités par les riverains (51%; -11pts et 48%; -7pts respectivement). Plus loin, on retrouve la lettre d'information du CLIS (26%; -9pts) et les échanges avec le personnel de l'Andra (19%; -11pts).

Tout média confondu on observe un recul des moyens d'informations et d'échanges par rapport à 2018, un constat à mettre en regard avec le contexte de la crise sanitaire.

Notons tout de même que les habitants de la zone 1 ont un taux de mémorisation des différents médias plus élevé que l'ensemble des riverains et en particulier de ceux des zones 2 et 3.

De manière générale, la communication de l'Andra est jugée claire par une majorité de riverains (55% ; -4pts). Ce score grimpe à 64% auprès des habitants de la zone 1.

Le principe d'une participation citoyenne aux orientations de l'Andra qui séduit près d'un tiers des riverains

En effet, trois riverains sur dix (30%) se disent intéressés de donner leur avis sur les orientations que doit prendre l'Andra dans la gestion des déchets radioactifs. Un souhait qui est plus prégnant auprès des connaisseurs de l'Andra (34%) et des habitants de la zone 1 (37%).

L'implication des riverains intéressés est principalement envisagée par le biais de consultations en ligne sur le site de l'Andra (43%), visites organisées (39%) ou réunions publiques (36%). Les riverains « très intéressés » qui représentent 7% de l'ensemble des riverains envisagent les mêmes leviers de participation.

En concurrence, les élus locaux et les experts scientifiques sont considérés comme les acteurs les plus légitimes à participer à un débat public (pour 40% et 30% des riverains respectivement) devant les ONG et associations environnementales nationales (28%), les citoyens et riverains des sites de l'Andra (28%) ou encore les ONG et associations environnementales locales (23%). Les producteurs de déchets radioactifs (16%), les acteurs économiques de la région (10%) et les acteurs institutionnels nationaux (8%) étant quant à eux moins cités.